

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80 440 GLISY

Glisy, le 20 janvier 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)

35, rue Tournière
80130 BETHENCOURT SUR MER

Références : 2022 - E30009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2022 dans l'établissement TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG) implanté 35, rue Tournière 80130 BETHENCOURT SUR MER. L'inspection a été annoncée le 03/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)
- 35, rue Tournière 80130 BETHENCOURT SUR MER
- Code AIOT dans GUN : 0005101995
- Régime : Autorisation

La société THG conçoit et produit des éléments de robinetterie de luxe sur la commune de BETHENCOURT SUR MER.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Respect des valeurs limites d'émissions	APC du 24/11/2011, articles 3.2.5 et 3.2.6	AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2021, l'inspection des installations classées a diligenté un contrôle inopiné des rejets atmosphériques sur le conduit n° 3 associé à l'activité de traitement de surfaces. Les résultats de ces mesures ont mis en évidence des dépassements supérieurs à plus de 2 fois les valeurs limites réglementaires (VLE) sur le paramètre acidité totale. L'exploitant a donc été mis en demeure, le 6 octobre 2021 de respecter les VLE précitées.

Les recherches de l'exploitant n'ont pas permis de déterminer la cause de ces dépassements. Toutefois, les nouvelles analyses réalisées par l'exploitant le 6 janvier 2022 montrent le respect des VLE pour le paramètre acidité totale sur le conduit n° 3. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Somme d'abroger les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Respect des valeurs limites d'émissions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 2
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites d'émissions (en flux et en concentration) des rejets atmosphériques du conduit n°3 associé à l'activité de traitement de surface sur le paramètre acidité totale, prévues par les dispositions des articles 3.2.5 et 3.2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2011.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'analyses établi par l'organisme MAPE le 13 janvier 2022 suite aux analyses effectuées sur le site le 6 janvier 2022. Les résultats de ces analyses mettent en évidence le respect des valeurs limites d'émissions pour le paramètre acidité totale sur le conduit n°3 associé à l'activité de traitement de surface (flux mesuré de 0.29 g/h pour un flux maximum autorisé de 4.5 g/h et une concentration mesurée de 0.012 mg/Nm ³ pour une concentration maximale autorisée de 0.5 mg/Nm ³).
Observations : Lors du contrôle, l'exploitant a présenté les actions mises en place pour chercher les causes des dépassements constatés sur les rejets atmosphériques du conduit n° 3 lors du contrôle inopiné du 19 mai 2021 dont notamment : <ul style="list-style-type: none">- la vérification du système de traitement des rejets atmosphériques (colonne d'eau) ;- des mesures quotidiennes de pH de l'eau alimentant le système de traitement des rejets atmosphériques (le pH mesuré était environ de 8.6) ;- la vérification des bains aspirés par ce système de traitement des rejets atmosphériques. L'exploitant a déclaré ne pas avoir trouvé la cause des dépassements constatés lors du contrôle inopiné précité.
Type de suites proposées : Sans suite